

LE COURRIER CATALAN

GAZETTE D'INFORMATION BI-MENSUELLE

Rédaction et Administration : 71, Rue de Rennes, Paris (VI^e)

Abonnement Annuel : France : 35 fr. — Etranger : 50 fr.

4^e ANNÉE | N° 75-76 |

1^{er} JUILLET 1927

PETITES & GRANDES NOUVELLES

L'ASSEMBLÉE DE PRIMO — Au sujet de l'Assemblée dite nationale que Primo de Rivera veut instaurer et dont il prévoit la constitution pour le 13 septembre, le gouvernement espagnol a communiqué à la presse une note de laquelle il résulte : 1^o Que l'Assemblée sera purement consultative, mais avec le droit d'initiative dans le cadre des questions dont elle sera chargée. On comptera environ 300 membres, nommés par ordonnance royale. Le travail se fera dans les sections de commissions. Une séance plénière se tiendra hebdomadairement. Le public et la presse y seront admis, mais sans que cela implique aucune publicité des délibérations ; 2^o L'Assemblée sera notamment chargée de préparer ou de rapporter les projets de loi que le gouvernement lui soumettra, de procéder à une enquête sur l'administration publique pendant les dix dernières années. Sa mission la plus importante sera toutefois de présenter un projet de constitution et un projet de loi électorale. — La note ajoute que le système électoral n'est pas encore ébauché, mais qu'il sera tel que tous les citoyens, hommes et femmes, ayant une capacité reconnue par la loi, pourront voter en toute liberté.

ON REPARLE DE TANGER. — Le gouvernement espagnol insiste auprès de la France et de l'Angleterre pour qu'il soit fait droit à ses prétentions sur Tanger. Il a rédigé une nouvelle note que le roi espagnol a portée lui-même à Paris. Nul doute qu'Alfonso n'insiste également, à Londres, où il se promène ces jours-ci, sur la nécessité de changer le statut de Tanger, à moins que son voyage en Angleterre ne soit que le prétexte pour faire, après, une petite balade à Deauville, où l'on a besoin de la présence d'une majesté pour augmenter le chiffre d'affaires. Toutefois, la note du gouvernement espagnol a été jugée si importante, affirme le Journal, que « la bonne continuation des négociations dépendra certainement de l'accueil qui lui sera fait par les Français ».

L'UNION PATRIOTIQUE. — Le parti de l'Union Patriotique que Primo de Rivera a voulu créer ne se consolide nulle part en Espagne, puisqu'il n'a pas des racines dans l'opinion. C'est au sein de ce parti que le gouvernement choisit les conseillers municipaux qu'il nomme d'autorité. A Séville, le président de l'Union Patriotique a été forcé de démissionner après la démission du maire de la ville et de 22 conseillers municipaux. Une note officielle du gouvernement, en parlant de ces démissions, se plaint des dissensions qu'elles mettent en relief et regrette qu'il ait été impossible, jusqu'à présent, d'organiser à Séville le parti régénérateur de l'Espagne.

GRÈVE A BARCELONE. — Depuis le 13 juin, les ouvriers du textile sont en grève. Cette grève, résultat de la profonde crise économique que subit la Catalogne, est motivée par la protestation des ouvriers contre une diminution de salaires proposée par les patrons. Les ouvriers s'y refusent puisqu'ils sont déjà forcés de ne travailler que trois jours par semaine. D'après une dépêche chiffrée reçue à Paris, les ouvriers grévistes auraient attaqué une usine ; ils auraient été dispersés par la police. Il y aurait aussi plusieurs blessés. On a vu, comme avant le Directoire, les rues de Barcelone parcourues par la gendarmerie avec les fusils chargés et des groupes de femmes parcourant les Rambles en demandant du pain. Le conflit est loin d'être conjuré et la grève menace de devenir générale. Est-ce pour cela que Martinez Anido se serait rendu à Barcelone ces jours-ci ?

LA PRESSE CATALANE. — On annonce la prochaine parution d'un quotidien barcelonais, rédigé en catalan : La Nau. Il serait dirigé par M. Rovira i Virgili. Les Catalans d'Alger ont, eux aussi, leur journal ; il s'appelle Catalunya et est le Bulletin du « Casal Català » de cette ville franco-africaine. — Le gouvernement espagnol a suspendu pour un mois un journal politique de San-Felipe-de-Guixols : L'Avi Munné.

CONGRÈS DES NATIONALITÉS EUROPÉENNES. — Le troisième Congrès des Nationalités européennes se réunira à Genève du 22 au 24 août. L'ordre du jour du Congrès comprend les questions suivantes : La paix européenne en danger à cause de l'intolérance nationale. Travail en commun des nationalités à l'intérieur de l'Etat où elles sont enclavées et à travers les Etats. Le problème de l'idiome. Souveraineté de l'Etat et droits des minorités. La science des nationalités (comment la nationalité est-elle déterminée, statistiques, etc.). Questions d'organisation et de propagande. — On espère que, cette année, le Congrès de Genève réunira toutes les nationalités européennes, sans exception.

LA THÈSE DE M. LUIS ULLOA

CHRISTOPHE COLOMB ÉTAIT CATALAN

On est tellement habitué à regarder l'origine génoise de Christophe Colomb comme un axiome historique, qu'on regarde toujours avec méfiance toutes les théories qui viennent la contredire. Il est vrai que les théories présentées en face du Colombo génois justifiaient complètement le scepticisme. Malgré tout, la thèse de M. Garcia de la Riega, qui soutenait que Colomb était né à Pontevedra (Galice) avait eu, en Espagne, un certain succès ; non par des raisons scientifiques, car elle est tout à fait dépourvue de preuves sérieuses, mais par des raisons d'ordre sentimental. Aussi, aucun historien ne l'a acceptée.

Mais, aujourd'hui, une nouvelle théorie a été présentée, qui, au premier abord, attire l'intérêt et les commentaires des historiens. Son auteur est une personnalité importante dans le monde de l'historiographie. La façon dont il présente sa thèse est solide et impressionnante. En outre, n'étant pas du pays qu'il signale comme la patrie de Colomb, tout soupçon de chauvinisme est écarté.

Il s'agit du savant péruvien, M. Luis Ulloa, ancien directeur de la Bibliothèque nationale de Lima. Chargé en 1896 par le gouvernement du Pérou de former, dans les archives européennes, une vaste collection diplomatique relative à son pays, il parcourut toutes les archives et bibliothèques d'Espagne, de Londres et de Paris. Une partie de son travail a été publiée et constitue plus de trente volumes de documents historiques coloniaux, sud-américains. Séduit par l'idée de trouver une confirmation à la thèse galicienne de Garcia de Riega, il entreprit ses recherches afin d'éclaircir le problème de l'origine de Colomb. « En cherchant un Colomb galicien — écrit M. Ulloa — je me suis trouvé devant un Colomb catalan ».

Car celle-ci est, en résumé, la thèse du savant péruvien : le découvreur de l'Amérique était Catalan et son nom n'était pas Colombo, mais Colom. Il analyse davantage : il arrive, par une série de déductions logiques et documentées, à l'identifier avec le corsaire Joan Colom qui, comme le découvreur, lutta au service du roi René, et, comme lui, arriva jusqu'au Groenland vers 1477. C'est à son retour au Portugal qu'il changea le nom de Jean pour celui de Cristofereus, et dissimula son passé autant qu'il put tandis qu'il mûrissait le plan conçu dans son voyage aux terres nordiques. En Islande, sous la protection du roi Cristian — remarquons que son

prédécesseur s'appelait Cristofer — Colom eut l'idée de la découverte. Aux soixante et quelques degrés de latitude Nord, des terres occidentales existaient, mais glacées et stériles. Si beaucoup plus au Sud on naviguait toujours vers l'Occident, on trouverait la prolongation méridionale de ces terres, mais déjà délivrées de leur couche de glace.

On se demandera peut-être la cause du changement de nom et de la dissimulation de sa personnalité. C'est très simple : Colom avait pris une part très active dans la révolution catalane contre Jean II, le père de Ferdinand le Catholique ; il avait été, comme nous venons de le dire, corsaire au service de René d'Anjou, un des rois élus par les Catalans pendant les dix années de révolte. En plus de cela, la politique du roi catholique, très hostile à la Catalogne, conseillaient au grand navigateur de dissimuler, non seulement son passé, mais aussi sa nationalité.

Que ce résumé de la théorie de M. Ulloa serve d'indice et de stimulant à ceux de nos lecteurs qui l'ignorent encore. Son livre vient de paraître en catalan. Grâce à une attention que les Catalans ont su apprécier et remercier comme elle le mérite, M. Ulloa a obtenu des éditeurs qui doivent publier son livre en espagnol, français, anglais, allemand et italien, que l'édition catalane soit la première à paraître. Les autres suivront bientôt. Le monde entier pourra se rendre compte de la solidité de ses affirmations. Certes, des contradicteurs ne manqueront pas. Il faut s'attendre à quelque réplique, surtout de la part des défenseurs de la thèse génoise. Mais leur position est devenue singulièrement difficile. On peut dire sans exagération que déjà aujourd'hui, la thèse de Colom, catalan est la plus vraisemblable. Et il faut espérer que l'apport des historiens et érudits catalans, auxquels M. Ulloa a fait appel, aidera très efficacement dans son œuvre le savant péruvien. Déjà des documents ont été présentés et confirmeront quelque point intéressant de sa thèse.

Sa totale confirmation sera pour les Catalans un motif d'orgueil, surtout parce que la découverte de l'Amérique par un de ses compatriotes serait un digne et juste couronnement à l'histoire de la Catalogne dans le moyen âge : l'histoire d'un peuple de navigateurs, de cartographes et d'explorateurs (dans le monde physique ainsi que dans le monde spirituel) : le peuple de Raimond Llull, précurseur de Colomb.

LETRE DE BARCELONE

Le militarisme ravage les institutions catalanes. — L'affaire du « Cercle des Employés ». — Les incidents de la dernière assemblée générale.

Barcelone, juin.

Le militarisme espagnol qui, appuyé par les éléments les plus corrompus de l'armée et par le roi, n'a pas réussi depuis quatre ans à guérir l'Espagne de ses maux traditionnels, entre autres, l'état arriéré de culture, puisqu'il y a plus de 4 millions d'illettrés dans la péninsule, ravage systématiquement toutes les institutions catalanes.

Le martyre de la Catalogne devient de plus en plus douloureux. Les sociétés intellectuelles, artistiques ou simplement les mutualités ayant un caractère foncièrement catalan sont tombées tour à tour. Plus ces institutions étaient aimées des Catalans, plus elles ont senti le poids de la botte espagnole. Et l'une des sociétés qui ont le plus souffert c'est, on le sait, le centre des employés de Barcelone qui était une de ces associations ouvrières qui font l'orgueil et la gloire d'un peuple.

Le Cercle des Employés dont le *Courrier Catalan* a parlé plus d'une fois était peut-être la plus grande institution dans son genre qui existait en Europe. Il y a plus de quinze ans, les employés de commerce de Lyon, présidés par M. Edouard Herriot, firent une visite au Cercle barcelonais, pour lequel l'illustre homme d'Etat français ne ménagea pas les éloges ; depuis lors, cette grande association ne fit que s'accroître et redoubler d'activité. Il comptait près de dix mille adhérents. Il avait une Bibliothèque qui comptait jusqu'à quarante mille volumes. Il avait organisé une série d'enseignements très variés et très étendus pour l'instruction de ses adhérents ou de leur famille. Il était organisé en sections comme celles de culture, tourisme, sports, mutualité, etc. Rien que la section de mutualité, avec sa Caisse d'Épargne possédait un capital dépassant le million de pesetas. Il possédait également plusieurs laboratoires et un cabinet de consultations médicales absolument gratuites

pour ses adhérents. Il possédait en propriété un grand édifice sur la Rambla, valant près d'un million de pesetas et un grand édifice flottant pour les sports de mer dans le port de Barcelone.

Le Cercle des Employés était une institution populaire très estimée de tous les Catalans. Au lendemain du coup d'Etat de Primo de Rivera, les autorités militaires s'empressèrent de le clôturer. Le Cercle n'avait pourtant commis aucun délit si ce n'est celui d'aimer la Catalogne et les choses catalanes. Sur l'un des murs de la Grande Salle des Fêtes de l'Association où peuvent se réunir jusqu'à trois mille personnes on y lisait l'inscription suivante : *Par la Catalogne et pour la Catalogne*. C'était suffisant. Plus tard, et après de longues instances auprès des autorités militaires, on autorisa les classes commerciales qu'on y avait organisées.

Mais, la puissance et l'organisation parfaite de cette association attirèrent l'ambition de ceux qui commandent aujourd'hui, sans contrôle, notre malheureux pays ; ceux-ci, n'osant pas anéantir d'un seul coup une institution qui coûtait tant de sacrifices et qui était si bien vue du peuple catalan, mirent en jeu toutes sortes de coactions pour que les adhérents du cercle fussent les premiers à s'en désintéresser. En effet, une ordonnance royale nomma un nouveau conseil directeur, lequel proposa l'admission au sein du cercle desdits « Syndicats libres », c'est-à-dire les assassins à la solde du Ministre de l'Intérieur, le général Martinez Anido (le Stolypine espagnol), organisation ouvrière « policière » qui prit possession de la grande institution barcelonaise.

Ces gens, pistoleros, professionnels, criminels à soldé, au nombre d'une quarantaine, déchargèrent leurs pistolets sur les adhérents qui ont assisté à l'assemblée générale de la société pour y maintenir leurs droits. Au cours de cette assemblée, on ne put prendre aucun

accord, car le tumulte qui s'y produisit fut énorme. Les intrus qui dirigent actuellement la société, appuyés par les autorités espagnoles, ne s'en inquièrent pas et ils organisèrent une nouvelle réunion pour y prendre définitivement les accords qu'ils désiraient. Cette nouvelle assemblée générale était convoquée pour le 12 juin. Les employés de commerce barcelonais avaient pu faire circuler parmi eux une feuille rappelant aux adhérents du cercle qu'ils ne devaient pas manquer à une pareille réunion.

Cette feuille disait, entre autres choses : « C'est là un acte de grande importance. Pensez aux grandes responsabilités qui pèsent en ce moment sur chacun de vous : responsabilité devant votre propre conscience ; responsabilité devant vos enfants, votre famille et votre pays ; responsabilité devant tous les travailleurs et les honnêtes gens de tous les pays ; responsabilité devant l'histoire. »

Plus de trois mille adhérents remplirent les salles du Cercle et plus de quatre mille restèrent dehors, car les locaux de la société étaient insuffisants pour cette multitude. On conçoit l'inquiétude de ceux qui ne pouvaient pas entrer, d'autant plus que les pistoleros et la police étaient là pour maintenir « l'ordre », car il y avait naturellement des « envoyés spéciaux » pour le troubler.

Lorsque tous ceux qui avaient pu entrer dans la Grande Salle des Assemblées furent installés et que l'assemblée allait se dérouler, il se fit un énorme silence. Alors, au milieu de ce silence ému, l'un des adhérents demanda au président, au nom de tous ses compagnons, pourquoi réalisait-on des actes et des assemblées antiréglementaires. Le président répondit que c'était par ordre du gouverneur militaire. En entendant une pareille réponse, le même adhérent, au nom et en représentation de tous ses compagnons, pria les assemblées de se retirer du siège social comme protestation d'une pareille usurpation de droits. Et il fut fait ainsi. Il ne resta, pour tenir l'assemblée, que les 48 adhérents appartenant à l'organisation ouvrière-politique du sinistre Martinez Anido. Le lendemain, les journaux dictatoriaux annonçaient que le Cercle des Employés de Barcelone avait adhéré (sic) aux Syndicats espagnols par une majorité de 3.000 voix (!).

C'est ainsi qu'on a détruit une grande institution ouvrière. C'est ainsi qu'on a commis un autre crime contre la culture démocratique catalane. Sous peu, on supprimera les cours d'enseignement mercantile où assistait une jeunesse active et laborieuse, et on fera disparaître les livres de la Bibliothèque. La liste des adhérents constituera, aux bureaux du chef de la police, un précieux document pour procéder à des arrestations et à des perquisitions chez des jeunes gens suspects de catalanisme.

Les militaires espagnols en ont voulu à cette institution bien qu'elle n'ait réalisé aucun acte directement hostile au Directoire. Le Cercle n'a pas comploté. Il ne s'est pas révolté contre les oppresseurs de la Catalogne, mais son action était une action sociale favorable aux revendications catalanes, et, pour cela seulement on l'a condamnée. Et c'est avec son million de pesetas, fruit de l'épargne ouvrière, qu'on a payé les assassins des Catalans.

Au nom des huit mille employés barcelonais ainsi dépossédés de leurs droits, nous faisons un appel aux hommes de cœur de tous les pays et spécialement aux Associations ouvrières de toutes tendances et aux Syndicats d'employés de toutes les grandes villes. L'attentat dont a été l'objet le Cercle des Employés de Barcelone atteint la dignité d'un peuple et celle de toute une classe sociale, la classe des travailleurs. Et c'est encore un attentat contre la culture et la civilisation. Hommes libres, citoyens des pays libres, souvenez-vous de la Catalogne !

X.

Le Catalan Joan Colom

Le savant péruvien, M. Luis Ulloa, est allé à Barcelone, nous l'avons dit, révéler aux Catalans la probable origine catalane de Colomb. Auparavant, M. Ulloa avait donné, à Paris, plusieurs conférences sur ce sujet. Voici, à titre purement informatif — car nous ne saurions nous mêler à ces discussions scientifiques — un curieux article de M. Ulloa paru au *Monde colonial illustré* de Paris (juin 1927), dont nous ne donnons que les paragraphes essentiels. Cet article porte les deux titres suivants : *Comment j'ai découvert celui qui a découvert l'Amérique. — Le Catalan Joan Colom*.

J'ai établi premièrement que le vrai nom de famille de Colomb n'était pas Colombo, comme le Christoforo de Gènes, ni Colom, comme l'appellent les Castillans, mais Colom avec un *m* final. Ce vrai nom a été dissimulé sous deux castillanisations successives : *Colomo* et *Colon*. Mais il est réapparu souvent, notamment dans neuf éditions sur les dix de la célèbre lettre de Colomb annonçant sa découverte aux fonctionnaires royaux Sanchez et Santángel. Une de ces éditions était en castillan et huit en latin, dont trois faites à Paris. On peut voir ci-contre le fac-similé d'une de ces éditions latines parisiennes où on lit Colom au nominatif et au génitif. Dans cette édition on a ajouté des vers latins où l'on traduit correctement Colom par Columbus, car Colom en catalan veut dire aussi pigeon.

Ayant bien fixé par ces documents et d'autres, le nom Colom, j'ai démontré alors que ce nom était originaire de la Catalogne et n'existait au xv^e siècle